

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Le Québec est devenu un chef de file de la fiscalité au Canada, alors que l'Ontario et l'Alberta s'endettent

7 septembre 2017
Pour publication immédiate

MONTRAL — Le Québec se défait de sa réputation de mauvais gestionnaire financier alors que l'Ontario et l'Alberta, les anciens moteurs de l'économie du pays, subissent une croissance rapide de leur dette gouvernementale, selon une nouvelle étude publiée aujourd'hui par l'Institut Fraser, un groupe de réflexion canadien indépendant et non partisan sur les politiques publiques.

« Ces dernières années, le gouvernement du Québec a mis en place de saines politiques budgétaires et, bien qu'il reste du travail à faire, les finances de la province sont sur la bonne voie, au contraire de l'Ontario et l'Alberta, » déclare Charles Lammam, directeur des études fiscales à l'Institut Fraser et co-auteur de l'étude intitulée *Canada's Past Fiscal Leaders Now Fiscal Laggards: An Analysis of 2017 Provincial Budgets*.

L'étude révèle que le Québec, qui a déposé son troisième budget équilibré consécutif cette année, verra effectivement sa dette nette (dette ajustée en fonction des actifs financiers) diminuer de 186,5 milliards à 183,7 milliards de dollars au cours des quatre prochaines années.

Par contre, l'Alberta et l'Ontario, qui comptent seulement la moitié de la population du pays, ajouteront près de 75 % de toute la dette provinciale accumulée cette année.

En fait, la dette nette de l'Ontario devrait passer de 302 G\$ l'an dernier à une somme sidérante de 336 G\$ d'ici 2019/2020.

Il y a huit ans par ailleurs, le fardeau de la dette du Québec était de 4435 \$ plus élevé par personne que celui de l'Ontario. Présentement, la dette par personne est presque identique dans les deux provinces à un peu plus de 22 000 \$. Mais alors que le fardeau de la dette par personne au Québec devrait diminuer progressivement au cours des prochaines années, celui de l'Ontario devrait continuer de croître et dépasser celui du Québec l'an prochain.

Et en raison de ses politiques budgétaires prudentes, le gouvernement du Québec a été en mesure d'offrir des allègements fiscaux quoique modestes aux Québécois, mais la province a encore beaucoup à faire pour améliorer la compétitivité de sa fiscalité.

« Le Québec a enduré des décennies de mauvaise gestion financière, il lui faudra donc plus de temps pour remédier à la situation, mais le gouvernement prend des mesures significatives pour réduire la dette de la province et c'est encourageant, » commente Ben Eisen, directeur des études sur la prospérité des provinces à l'Institut Fraser et co-auteur de l'étude.

« L'Ontario et l'Alberta, autrefois les moteurs de l'économie canadienne, pourraient maintenant s'inspirer de la gestion financière du Québec, » conclut Lammam.

(30)

RELATIONS AVEC LES MÉDIAS

Pour les entrevues en français (à Montréal) :
Yanick Labrie, agrégé supérieur de recherches, Institut Fraser

Pour les entrevues en anglais (à Vancouver) :
Charles Lammam, directeur des études fiscales
Institut Fraser

Pour obtenir une entrevue médiatique ou plus d'information, veuillez communiquer avec
Bryn Weese
Spécialiste des relations avec les médias, Institut Fraser
604-688-0221, poste 589
bryn.weese@fraserinstitute.org

[Suivez l'Institut Fraser sur Twitter et sur Facebook](#)

L'Institut Fraser est un organisme canadien indépendant d'éducation et de recherche en politiques publiques qui dispose de bureaux à Vancouver, Calgary, Toronto et Montréal, et qui entretient des liens avec un réseau mondial de laboratoires d'idées dans 87 pays. Sa mission consiste à améliorer la qualité de vie des Canadiens, de leurs familles et des générations futures en étudiant, mesurant et communiquant les effets des politiques gouvernementales, de l'entrepreneuriat et des choix sur le bien-être des citoyens. Afin de préserver son indépendance, l'Institut n'accepte ni subventions ni contrats de recherche des administrations publiques. Consultez le site www.fraserinstitute.org.